

Aide financière à la fusion dans les agglomérations

Résumé du postulat

Selon le postulat déposé le 20 juin 2008 et développé le 5 septembre 2008 (BGC p. 1119 et 1656), les députés André Schoenenweid et Jean-Pierre Siggen ainsi que trois cosignataires relèvent que la Suisse a un réseau urbain qui se constitue en cinq métropoles et en dizaines d'agglomérations, sans que celles-ci aient vraiment un poids politique et des institutions ad hoc. Pour ces agglomérations, la mise en place d'un aménagement territorial cohérent entre les impératifs des transports et des aménagements territoriaux devient urgente face à la complexité de l'urbanisation en cours. Ces agglomérations tendent aussi à une meilleure synergie entre les collectivités publiques en particulier en visant des économies d'échelles dans l'organisation de ces régions et deviennent des liens de proche collaboration entre les communes et le canton. En plus, chaque agglomération doit se positionner face à la concurrence régionale et nationale.

Les intervenants demandent au Conseil d'Etat d'étudier toutes les modifications législatives nécessaires afin d'accorder, à l'instar du canton de Lucerne, une aide supplémentaire aux communes des agglomérations du canton qui veulent fusionner pour créer des centres cantonaux et régionaux forts. Les communes-centres supportent déjà actuellement des coûts plus importants en raison de leur situation charnière (charges de villes-centres). Le canton de Lucerne a procédé à des modifications législatives en vue d'accorder ces nouvelles aides financières aux communes faisant partie des centres cantonaux et régionaux reconnus ainsi qu'aux communes qui désirent fusionner dans le cadre de ces groupements. Il a ainsi mis en place une politique active et efficace d'aide financière générale aux centres régionaux en formation (agglomérations) et d'aide financière plus ciblée à la fusion des communes-centres de ce canton.

Réponse du Conseil d'Etat

La question de savoir si des communes présentant des caractéristiques déterminées (urbaines, rurales ou d'autres) pourraient particulièrement bénéficier d'une aide financière en vue d'une fusion, se pose effectivement dans plusieurs cantons suisses connaissant un système d'encouragement financier. Le canton de Fribourg ne fait pas exception.

La question sera traitée de manière approfondie dans le message du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi relative à l'encouragement aux fusions de communes et modifiant la loi sur les communes. Il est prévu de soumettre ce message au Grand Conseil en 2010 encore.

Le Conseil d'Etat est d'accord d'examiner la question et de déposer son rapport dans le cadre du message précité. Le Conseil d'Etat vous propose dès lors d'accepter le postulat dans ce sens.

Fribourg, le 24 août 2010